

La mécanique du plan Mittal

Pour limiter la lourde casse sociale à Gandrange, Lakshmi Mittal investit dans la formation, l'innovation et promet de pérenniser Florange. Ce plan obtenu par Sarkozy ne tient pas toutes les promesses, mais répond à la stratégie du n°1 mondial.

• **Social** : l'arrêt de l'aciérie entraîne la suppression de 575 emplois. Environ 140 d'entre eux pourraient prétendre à un départ par mesure d'âge. Plus de 200 rejoindraient Florange et 150 autres les sites luxembourgeois d'ArcelorMittal. Ces mouvements pourraient amortir le choc. Mais c'est ignorer les nombreux intérimaires, formés, qui attendent une embauche ferme dans l'antichambre de Florange depuis de longs mois, et oublier l'impact sur les sous-traitants. Les 124 créations de postes annoncés ne devraient pas suffire à compenser les pertes d'emplois indirects. Seule bonne nouvelle si l'on ose dire, la sidérurgie lorraine recommence à embaucher dans les aciers plats de Florange.

• **Formation** : on aura rarement autant attribué les ratés d'un outil industriel à l'absence de formation. « Avec la fin des embauches, il n'y avait plus de véritable prise en charge de sidérurgistes. Relancer un centre de formation technique est indispensable », estime un ancien cadre d'Arcelor. Le centre que veut créer Mittal représente un investissement initial de 5 M€ et pourrait accueillir jusqu'à 120 jeunes par an.

• **Recherche et innovation** : le centre de recherches dans les aciers longs de Gandrange s'étoffe. Un compartiment tréfilage très attendu, avec 10 emplois sup-

plémentaires, redonne de l'oxygène à cette unité qui pourrait à moyen terme être rattaché à ArcelorMittal Research, à Maizières-lès-Metz. La création du fonds d'investissements, financé à parts égales (10 M€ chacun) par ArcelorMittal et l'Etat via sans doute les collectivités, doit soutenir en capitaux propres des créateurs d'entreprises innovantes.

• **Pôle de compétitivité MIPI** : ArcelorMittal ne se désengage pas du MIPI, le pôle de compétitivité lorrain. La CFDT a insisté auprès du président de la République pour que ce pôle décroche le label de vocation mondiale, qui accroît les financements. A condition que le MIPI prenne une dimension plus internationale.

• **Les hauts-fourneaux de Florange** : ils sont la clé du devenir de la sidérurgie lorraine. Promis à l'arrêt pour 2009, ils ont

été prolongés par Lakshmi Mittal jusqu'en 2012, voire 2014. Les réviser, changer les creusets est une autre histoire : de 100 à 150 M€ chacun. Ils conforteraient la filière liquide chaude pour 20 ans de plus. Avec une production autour de 3 Mt et forcément des embauches. Mittal conditionne cet engagement au marché de l'acier et aux exigences des quotas d'émissions de CO2.

• **Les centrales Poweo** : l'irruption de groupe de Charles Beigbeder ne doit rien au hasard. Il construit une centrale au gaz en Meurthe-et-Moselle. Le projet de la vallée de l'Orne (et un deuxième dans la Fensch) est cohérent et prend en compte la vétusté de deux centrales thermiques actuelles d'EDF, à La Maxe et Richemont. Cette dernière est alimentée en gaz des hauts-fourneaux de Florange.

Construire des centrales nécessite de l'acier, de tôles fortes, dont ne manque pas ArcelorMittal.

• **Parachèvement et panneaux solaires** : aujourd'hui, commercialiser un produit sans l'accompagner d'un service est voué à l'échec. En investissant dans le parachèvement pour les poutrelles et en lançant une production d'armatures pour panneaux solaires, Mittal se tourne vers des marchés porteurs de la construction et l'énergie.

• **Des promesses** : « Je viendrai à Gandrange avec Lakshmi Mittal graver ces projets dans le marbre », a indiqué Nicolas Sarkozy, lundi, aux syndicalistes de Gandrange. « On jugera aux actes », a rétorqué Edouard Martin de la CFDT. Le président de la République a révélé avoir reçu discrètement Mittal à l'Élysée, après plusieurs contacts téléphoniques. En se souvenant que la France, de l'ancien PDG Guy Dollé au ministre de l'Économie Thierry Breton en passant par le président lors de sa visite en Inde, a plus souvent snobé l'industriel indien, le réchauffement constaté entre le maître de la planète acier et les autorités françaises constitue une donnée psychologique rassurante. Et la psychologie, en économie, ça compte.

Bernard KRATZ.

La CGT en justice

La CGT va demander en référé au tribunal de grande instance de Thionville de prononcer la suspension du plan de réorganisation de l'aciérie de Gandrange pour vice de procédure. Selon son avocat, Me Ralph Blindauer, « la direction a négligé de consulter les quatre comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sur l'impact de son plan sur les conditions de travail. Une formalité obligatoire qui doit être réalisée avant la consultation du comité d'établissement. »

« 100 000 € perdus par mois »

Pour l'entreprise Carradori, basée à Mont-Saint-Martin et au Luxembourg, il faudra redéployer les 15 salariés occupés sur le site de Gandrange en fumisterie et logistique.

J'ai suivi les annonces du président à la télé, lundi. C'est sans surprise. Que pèsent désormais les politiques face au leader mondial de l'acier ? » Dès le début de l'année 2008 et les nuages qui s'amoncelaient au-dessus de Gandrange, David Carradori, patron de l'entreprise du même nom, sous-traitant de la sidérurgie implanté à Mont-Saint-Martin et au Grand-Duché, savait qu'il pouvait tirer un trait sur 100 000 € par mois, soit 1,2 M€ par an, et l'activité de 15 salariés employés en fumisterie et au magasin d'une aciérie condamnée. « C'est 10 % de l'effectif du groupe et 10 % des salariés. Il faudra rebondir, mais sans licenciement. On a un groupe assez diversifié. Mais un coup de main de la Région et de l'État, pour la formation, par exemple, serait bienvenue », estime David. Qui en a vu d'autres, par le passé. « Et mes employés aussi. Ceux qui travaillaient à Gandrange avaient pour certains connus la fin du Train Universel, la Stul,



David Carradori, directeur de l'une des sociétés sous-traitantes d'ArcelorMittal, va devoir s'adapter une fois encore.

dans le Pays-Haut. Il y a sans doute des transitions pas évidentes mais la solution passe par l'adaptabilité. C'est notre culture et la réalité économique d'aujourd'hui. »

Au fil des années, le groupe Carradori s'est créé des planches de salut hors de son métier d'origine, dans l'entretien des parcs et jardins pour les collectivités locales, le bâtiment. Selon lui, cette diversification, c'est "la" clé anti gueule-de-bois lorsque les sous-traitants trinquent les premiers.

« Nos salariés qui bossent à Gandrange, on va d'abord leur proposer de changer de site, sur la même spécialité. On a des pistes. » Car, la mauvaise nouvelle de lundi s'accompagne d'une respiration : la possible prolongation du site de Florange au-delà de 2012. « Nous sommes compétents. On a de bons professionnels, donc on sera sur les rangs ! » en fumisterie (garnissage des poches de coulée en briques réfractaires, N.D.L.R.).

A. M.

Les politiques au pied du mur

Les élus lorrains, dont une délégation était reçue hier soir à Bercy, vont devoir se retrousser leurs manches. Et mettre sans doute la main à la poche.

« On est déjà dans l'après fermeture, dans l'accompagnement, dans le plan social... » Au lendemain de l'entretien accordé par le chef de l'Etat, Jacky Duhaut ne cache pas son dépit. Parmi la foulditude de questions qui assaille le secrétaire général de la CGT lorraine, l'une d'elles se fait plus obsédante: quel sera le rôle des politiques dans l'étape suivante ? Celle de la reconstruction. « Si les parlementaires sont invités à Bercy, c'est que l'Etat va leur demander de mettre la main à la poche », analyse avec lucidité le syndicaliste, plutôt « inquiet ». L'inquiétude révèle une colère sourde : s'il fallait être convaincu que la politique industrielle du pays échappe aux cabinets ministériels, beaucoup jugent la démonstration éloquent. « A la CFDT, on n'a jamais demandé l'intervention de Nicolas Sarkozy », corrige Alain Gatti avec une pointe de perfidie. Le secrétaire régional de la CFDT le reconnaît sans difficulté : « En matière industrielle, la marge du politique est assez faible ». Faible, mais pas nulle. « On peut trouver rigolo qu'un chef de l'Etat, a fortiori libéral, affiche son intention d'investir dans un site industriel appartenant à un groupe qui dégage 7,6 milliards d'euros de bénéfices. En revanche, il est du ressort de la puissance publique de ne laisser personne au bord du chemin et de créer les conditions du développement économique sur le territoire. »

Président du conseil économique et social, Roger Cayzelle plaide, lui, pour « une stratégie régionale » et en appelle à l'exa-

men des propositions d'Arcelor-Mittal par « un véritable comité stratégique ». C'est, à ses yeux, « une urgence à la fois pour soutenir les salariés en difficulté, notamment dans l'intérim et la sous-traitance, mais aussi pour développer des pistes d'activités nouvelles dans l'industrie ».

Pour Michel Liebgott, député de la 10e circonscription de la Moselle, le plan proposé n'est pas à la hauteur de « ce désastre ». Le même s'attriste de la division syndicale apparue comme un dégât collatéral. « On n'a été consulté sur rien », déplore en outre l'écu, au diapason avec son homologue de la 8e circonscription, Aurélie Filippetti. Laquelle qualifie ces annonces depuis l'Elysée « d'entourloupe » : « Nicolas Sarkozy n'a obtenu que du vent. Piètre résultat pour celui qui se vantait de sauver l'industrie en France ! »

A droite, en revanche, aucune réaction au message de l'Elysée. Dans notre édition du 4 avril, Philippe Leroy prenait la défense du chef de l'Etat, égratignant « la démagogie » de la députée socialiste et ironisant sur « le camp des pleureuses ». Laquelle s'est empressée de lui retourner la politesse, reprochant au patron du Département de la Moselle d'entonner le refrain bien connu du « Tout va très bien madame la marquise ». Aux chiffres frappés au coin de l'optimisme de Philippe Leroy, Aurélie Filippetti oppose les siens : « La Lorraine est victime de 14 % des 40 000 suppressions d'emplois industriels de notre pays, pour 3 % de la population et cela ne mériterait pas que l'on s'en inquiète ? » s'insurge-t-elle. Visiblement, l'union sacrée n'est pas pour tout de suite.

Xavier BROUET.

Bercy à l'écoute des élus

Le ministre de l'Industrie, Luc Chatel, a fait le point hier soir à Bercy avec une délégation de parlementaires mosellans accompagnée du maire de Gandrange, Henri Octave. « Rien de nouveau n'est sorti de cette réunion », a constaté le sénateur Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional. « En ce qui nous concerne, élus de gauche, elle nous a surtout permis de redire notre inquiétude après les annonces de lundi, en deçà de nos espérances ». Le sénateur Philippe Leroy (UMP) a préféré constater que « le gouvernement a agi »...

Jean-Pierre Masseret a cependant indiqué qu'il est « partant » pour impliquer la Région dans l'action, y compris dans le fonds d'investissement, « dès que la gouvernance en sera assurée conjointement par l'Etat et le conseil régional ». Sa priorité est de « travailler pour assurer l'avenir industriel de la Lorraine ». MM. Masseret, Leroy et Octave étaient accompagnés par les sénateurs Michel Liebgott et Jean-Marc Todeschini et la députée Aurélie Filippetti (PS), auxquels s'était joint le député UMP Alain Marty.